

POPULATION ET DÉVELOPPEMENT : PROBLÉMATIQUE DU BIEN-ÊTRE DES COMMUNAUTÉS RURALES ET DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX RESSOURCES ALIMENTAIRES

Essai AMOUZOU
Université de Lomé

RÉSUMÉ

La population active en Afrique est essentiellement agricole. Au Togo, ce secteur d'activité concentre à lui seul 70% des actifs. Il est évident que dans cette situation, l'agriculture soit le principal moteur de développement.

Les paysans sont très laborieux ; les jeunes, les femmes, les personnes âgées s'adonnent à des activités agricoles par lesquelles tous poursuivent une autosuffisance alimentaire. Et dans bien de cas, les cultures de rente sont en net recul, donnant libre cours à la culture vivrière. Pourtant, dans plusieurs communautés rurales africaines, le problème de la nutrition et de l'accès aux ressources alimentaires se pose avec acuité.

Malgré les efforts des populations rurales dans la production agricole, la satisfaction du besoin fondamental naturel qu'est se nourrir convenablement ainsi que la garantie du bien-être des populations semblent être sérieusement remises en question.

Suite à cette préoccupation, il s'avère nécessaire de prêter attention à la problématique de l'accès aux ressources alimentaires et son impact sur le bien-être des populations dans un contexte de lutte contre la pauvreté. De ce fait, des mesures idoines devront être prises aussi bien par les agriculteurs eux-mêmes que par les pouvoirs publics pour assurer aux populations rurales l'autosuffisance et la sécurité alimentaires.

Mots clés : Développement, pauvreté, difficultés d'accès aux ressources alimentaires, alimentation, malnutrition, bien-être des populations, production agricole, insécurité alimentaire, autosuffisance alimentaire, population rurale, pénurie alimentaire, réglementation des prix, agriculture traditionnelle, denrées alimentaires.

INTRODUCTION

Le développement est un processus dont l'acteur fondamental est la personne humaine ; quelle que soit l'approche dans laquelle on s'inscrit.

Paradoxalement, cet acteur a cherché pendant longtemps à réaliser le développement et le bien-être en agissant ailleurs que sur lui-même. Ainsi, alors que le Tiers monde, caractérisé par une absence globale de moyens, souffre du non développement,

les pays économiquement riches souffrent du mal développement. Dans les pays africains, l'échec des politiques de développement des années 1960 est simplement dû à leur focalisation trop accrue sur la croissance économique. Cette situation est reconnue par A. Meister (1997) lorsqu'il a déclaré : « Le développement ne résulte pas seulement de mesures purement économiques : investissement, planification, transfert de technologie etc....L'échec est probable si la population, ne se sentant pas concernée reste passive. Son élan est l'une des clés du succès du développement... ». Ces priorités illustrent la prépondérance de l'homme dans le processus de développement. Beaucoup de pays en voie de développement en ont pris la mesure et ont opté pour le développement centré sur l'homme. C'est le cas du Togo qui a opté, dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté, pour le « développement humain durable ». Il s'agit de placer l'homme au centre de toutes les actions de développement pour réussir une société humaine satisfaisante : emploi, niveau de revenu, accès aux services sociaux, protection de l'environnement et implication des femmes dans la vie économique et sociale (Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, 1998 :131).

Il est aujourd'hui de notoriété publique que l'élan de l'humanité comme l'une des clés de succès du développement dont parlait A. Meister est miné par la pauvreté dont le plan stratégique d'éradication élaboré par le Togo vient en échos aux efforts qui se font dans ce domaine. La Banque Mondiale dans son Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 intitulé « combattre la pauvreté » a remarqué que « le XXe siècle a été une époque de grands progrès dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration du bien-être. Ainsi, l'espérance de vie moyenne s'est allongée de 20ans depuis 1960 ; le taux de mortalité infantile a baissé de plus de la moitié ; et le taux de fécondité a augmenté de 13 %. Entre 1965 et 1998, les revenus moyens ont plus que doublé dans les pays en développement et, pendant la seule période 1990-1998, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue a diminué de 78 millions. Pourtant, en ce début du XXIe siècle, la pauvreté reste un problème mondial de proportions colossales. Sur les 6 milliards

d'habitants de la planète, 2,8 milliards ont moins de deux dollars par jour pour vivre et 1,2 milliard, moins d'un dollar. Six enfants sur cent meurent avant l'âge d'un (1) an et huit enfants sur cent (8%) n'atteignent pas leur cinquième anniversaire. Parmi les enfants qui parviennent à l'âge scolaire, neuf garçons sur cent (9%) et quatorze filles sur cent (14%) ne sont pas scolarisés ». (Wolfensohn J. D., 2000: v-v1)

Cette pauvreté porte un coup sérieux au bien-être des populations. De plus, les causes de cette situation sont si multiples que les programmes qui oeuvrent de nos jours pour y remédier sont en quête de repère.

Les difficultés d'accès aux ressources alimentaires s'inscrivent pleinement dans ces facteurs. Elles seraient même le principal facteur dans un contexte agro-alimentaire exclusif de type traditionnel, malheureusement orienté vers le commerce compte tenu des besoins de l'heure et faisant très souvent abstraction de la consommation. Dans son ouvrage, "Le Tiers-monde peut-il survivre ?" Loup a remarqué qu'en 1981, plus de 400 millions d'êtres humains dans les pays en voie de développement souffrent de malnutrition. Plus de 30 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent sans doute de faim (1980).

Selon la FAO, pour la période 1994-1996, le nombre de personnes souffrant de la malnutrition et de la famine chronique dans les pays en voie de développement était de 828 millions¹.

Selon les résultats publiés dans le Plan d'Action pour l'Alimentation et la Nutrition, période 1996-2000, tous les togolais n'ont pas accès à des aliments en quantité pouvant leur apporter à tout moment des nutriments appropriés. L'insuffisance pondérale ou nutrition globale mesurée par l'indicateur poids pour âge est environ 24,5% à l'échelle nationale. Toutes les régions sont largement touchées avec un taux de prévalence variant entre 15 et 55%. Le milieu urbain est moins atteint (15,9%) comparativement au milieu rural (27,8%)²

La question que posait donc Loup en 1981 sur la

survie du Tiers Monde reste d'actualité puisque la situation alimentaire de ces pays ne s'est pas améliorée.

Ce sombre tableau montre bien que les populations et les peuples qui déploient beaucoup d'efforts pour assurer leur développement et leur bien-être n'arrivent pas à satisfaire le besoin humain fondamental qu'est se nourrir.

C'est dans ce contexte que se situe la présente étude dont le but est de relever d'abord les obstacles à l'accès aux ressources alimentaires et leur impact sur le bien-être des populations. Ensuite d'expliquer l'importance de l'accès aux ressources alimentaires. Enfin, une contribution à l'élaboration des axes de stratégies de lutte pour le bien-être des populations sera apportée.

I. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

1.1. Cadre conceptuel

1.1.1. Justification du choix du sujet.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale est atteinte par une forme ou une autre de malnutrition, maladie de carence et/ou d'excès. Malgré les efforts et en dépit de certains progrès, les objectifs de réduction des malnutritions fixés par les grands sommets internationaux des années 90 sont loin d'être atteints. De plus, le fossé entre riches et pauvres se creuse globalement comme au sein d'un même pays, et aggrave la situation nutritionnelle et sanitaire des plus pauvres. La recherche scientifique a révélé le tribut énorme que ces malnutritions font peser sur le développement humain et sur celui des sociétés.

Le choix de ce sujet est motivé par deux raisons.

D'une part, la nutrition a un lien intrinsèque avec la vie de l'homme. Il faut remarquer que les habitants sont très laborieux. Les jeunes, les femmes, les personnes âgées s'adonnent à des activités, par lesquelles tous poursuivent un bien-être. La principale parmi toutes ces activités est l'agriculture essentiellement orientée vers la culture vivrière. Les

cultures de rente sont en net recul donnant libre cours à la culture vivrière. Pourtant, dans toutes ces communautés, le problème de la nutrition et de l'accès aux ressources alimentaires se pose avec acuité.

D'autre part, les parents arrivent difficilement à inscrire leurs enfants à l'école, à investir convenablement dans la formation des jeunes, à accéder aux soins de santé, à avoir accès aux moyens de communication, de mobilité et de logement. Cette situation établit le lien entre l'accès aux ressources alimentaires et le bien-être des populations.

1.1.2. Problématique

La lutte pour le bien-être des populations est un processus dans lequel s'inscrivent tous les êtres humains. Il est illimité, nous semble-t-il, parce qu'étroitement lié à l'existence même de l'humanité. Mais par quels moyens arriver à cette fin ? Tout change et des disparités de bien-être apparaissent si on pose la question en ces termes là. Malheureusement, c'est en ceux-là qu'elle se pose. C'est ainsi que lorsqu'on compare le niveau de bien-être des populations sur l'ensemble de la planète, les disparités sont frappantes. On a la triste impression de l'existence d'une humanité de seconde zone. Les termes qui sont apparus formant les couples pays développés/pays sous développés, pays riches/pays pauvres, pays du nord/pays du sud, illustrent bien la situation.

Pour y remédier, les efforts d'amélioration de la situation des populations se sont accentués dans plusieurs domaines ces dernières années et ont pris des dénominations telles que l'émancipation, le développement, la lutte contre la pauvreté etc. Pourtant, du chemin reste encore à parcourir et, de nos jours, les axes pour une action efficace sont encore recherchés.

C'est pourquoi, une analyse de la situation intégrant les Forces, les Faiblesses, les Opportunités et les

¹ FAO, *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, p 6.

² Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, service nutrition : plan d'action pour l'alimentation et la nutrition.

Menaces (FFOM) permet de constater que l'amélioration substantielle du bien-être des populations dans nos pays passe par leur accès aux ressources alimentaires, et que l'agriculture, pour les pays du sud en est le principal atout.

En effet, la 25^e Journée Mondiale de l'Alimentation (16 octobre 2005) a reconnu que la civilisation est basée sur l'agriculture qui demeure aussi importante aujourd'hui qu'à ses origines il y a 10.000 ans. Il va de soi que les pays dans lesquels elle est la principale activité économique n'éprouvent aucune difficulté (sinon peu) d'accès à la nourriture. Paradoxalement, selon la FAO, 70% des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des zones rurales, où l'agriculture joue un rôle primordial, soit en nourrissant directement les communautés, soit en leur offrant un emploi dans le secteur prospère de l'agriculture et des agro-industries, leur donnant ainsi les moyens d'acheter de la nourriture. Par ailleurs, la scène mondiale est dominée par des problèmes nutritionnels.

Cette situation a suscité l'engagement des décideurs pour assurer aux populations la sécurité alimentaire. En effet, au sommet mondial de l'alimentation de 1996, les chefs d'Etats et de gouvernements du monde entier se sont engagés à promouvoir les investissements publics et privés dans l'agriculture afin de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde jusqu'à l'an 2000.

En 2003, dans la déclaration de Maputo, les chefs d'Etats et de gouvernements se sont également engagés à affecter au moins 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural pendant 5 ans.

Au Togo, même avant ces sommets, cet engagement se traduisait dans les faits. En effet, l'une des préoccupations affichées des autorités est de s'assurer qu'au cours d'une année alimentaire, les besoins en consommation soient couverts.

Cette préoccupation bénéficie des conditions climatiques favorables à la production vivrière au point même où la faible utilisation d'engrais vivriers

(moins de 5% dans toute la région maritime au cours de la campagne 1992-1993) n'a pas empêché l'obtention des taux de couverture des besoins alimentaires excédants 100% pour les céréales, 150% pour les tubercules et 200% pour les légumineuses. Ces disponibilités alimentaires sont de plus en croissantes selon les rapports des campagnes agricoles successives depuis 1992.

Cependant, selon les résultats publiés dans le plan d'action pour l'alimentation et la nutrition, période 1996 - 2000, tous les togolais n'ont pas accès à des aliments en quantité pouvant leur apporter à tout moment des nutriments appropriés.

Par ailleurs, la crise céréalière de l'an 2005 a révélé la précarité de la situation alimentaire dans le pays. On ne comprend pas pourquoi dans un pays où l'agriculture est à 70% le principal secteur d'activité, où les conditions naturelles sont favorables à tel point que l'utilisation d'engrais vivriers qui n'atteint guère 20% sur le plan national n'empêche pas la production vivrière d'excéder les besoins alimentaires, les populations n'aient pas accès aux ressources alimentaires en quantité et en qualité, surtout dans les milieux ruraux où le régime alimentaire des populations sera contraint de dépendre des saisons de récoltes de l'année.

On remarque donc que malgré les efforts des populations rurales dans la production agricole et des dirigeants pour assurer la sécurité alimentaire, cet objectif semble être remis en question de même que la garantie du bien-être.

Suite à cette préoccupation, il s'avère nécessaire de prêter attention à la question de l'accès aux ressources alimentaires et son impact sur le bien-être des populations dans un contexte de lutte contre la pauvreté.

1.1.3. Les hypothèses de la recherche

En vue de mener une étude pouvant expliquer l'accès aux ressources alimentaires comme facteur principal de la garantie du bien-être des populations rurales, l'on peut retenir les hypothèses suivantes qui pourront être vérifiées.

1.1.3.1. Hypothèse générale

Dans les communautés rurales, le simple fait de ne pas avoir accès aux ressources alimentaires constitue à lui seul le facteur de remise en cause du bien-être des populations. Par conséquent, une politique systématique d'accès à ces ressources en milieu rural catalyserait les programmes de développement.

1.1.3.2. Hypothèses spécifiques

La non réglementation au niveau national de l'achat des produits alimentaires agricoles auprès des populations rurales est une entrave à leur accès aux ressources alimentaires.

Une population qui connaît la valeur nutritive des aliments dont elle dispose est à même de mieux se nourrir.

Des agriculteurs qui manquent de techniques suffisantes de production, de conservation, de transformation et d'échange des denrées alimentaires souffriront à coup sûr de l'insécurité alimentaire.

1.1.4. Les objectifs de l'étude

1.1.4.1. Objectif général

Cette étude vise à comprendre et à expliquer les difficultés liées à l'accès aux ressources alimentaires et leur impact sur le bien-être des populations rurales.

1.1.4.2. Objectifs spécifiques

Il s'agit :

- d'identifier les différentes utilisations que les populations rurales font des ressources alimentaires issues de leurs productions agricoles ;

- d'analyser les obstacles liés à l'accès aux ressources alimentaires et les stratégies des

populations pour les surmonter ;

- d'évaluer les effets de ces obstacles sur le bien-être des populations.

1.2. Cadre théorique

1.2.1. Revue de la littérature

1.2.1.1. Le choix de la production agricole.

La population active en Afrique est essentiellement agricole. Au Togo, ce secteur d'activité concentre à lui seul 70% des actifs (Marchés nouveaux : le guide économique des pays en expansion, Togo Cap sur l'an 2000, N°2, janvier 1998, p 312). Il est évident que dans cette situation, l'agriculture soit le principal moteur de développement.

Cependant les paysans font face à un véritable dilemme dans le choix de la production agricole. Faut-il opter pour les cultures de rente pour faire face aux difficultés économiques, ou pour les cultures vivrières pour au moins assurer la permanence de la nourriture dans les ménages ? Dans tous les cas, le choix paraît risqué.

Dans l'un ou l'autre cas, l'agriculture pourra contribuer au bien-être des populations si on arrivait à lui assigner des buts et des objectifs à ce sujet. C'est le point de vue de Albert Tevoedjre dans " La pauvreté, richesse des peuples " (Paris, édition ouvre 1978). Il écrit : « Invariablement, ce qui manque au plan de développement élaboré ici et là en Afrique, c'est leur but social notamment dans l'agriculture. Nulle part, l'on ne trouve expliqué comment les productions de coton, de café, de cacao vont permettre de satisfaire directement les besoins essentiels en nourriture, logement, éducation, santé d'un nombre déterminé de familles paysannes. » En clair, l'absence de but social de l'agriculture porte préjudice au bien-être des populations.

Il existerait donc un dualisme entre culture de rente et culture vivrière dont le corollaire est la précarité alimentaire dans les communautés rurales. Les populations vivent une véritable insécurité alimentaire.

Dans le cadre de cette étude, les cultures de rente sont en net recul. Les paysans sont tous tournés vers la production vivrière. Et pourtant la situation nutritionnelle se trouve au cœur des préoccupations de la population.

1.2.1.2. Etendue du concept et enjeux de la sécurité alimentaire

Déjà en 1977, Reutlinger parlait de l'insécurité alimentaire comme étant « La probabilité que la consommation alimentaire de grains dans les pays en développement tombe en dessous d'un niveau désiré à cause d'une limite supérieure sur la capacité d'importation alimentaire et d'une combinaison de mauvaises récoltes et de prix mondiaux défavorables pour les grains » (S. Reutlinger, "Food Insecurity" : Magnitude and Remedies, Staff Working Paper n°267, Banque Mondiale, Washington 1977). L'insécurité alimentaire, spécifique pour cet auteur aux pays en développement, est une synergie entre la capacité d'importation alimentaire, les mauvaises récoltes et les prix mondiaux défavorables.

Peter Calkins (1988) montre quant à lui que la sécurité alimentaire peut être analysée à deux niveaux : le premier macroéconomique en la rapportant à l'échelle d'un pays ou d'une région ; le second microéconomique en la rapportant à l'échelle d'un ménage. Il définit la sécurité alimentaire comme « la capacité d'une population à produire ou à acheter suffisamment d'aliments, même dans les mauvaises années, pour satisfaire les besoins alimentaires minimaux. » (Peter Calkins, la sécurité alimentaire, Première démarche dans un jeu difficile, Série de conférence 6, Centre Sahel, Université Laval, Québec, 1988.)

Dans le même ouvrage, Calkins précise que l'autosuffisance et la sécurité alimentaires ne sont pas assimilables. La première adopte une stratégie de développement basée sur la nutrition tandis que la seconde est basée sur une stratégie mixte c'est-à-dire impliquant à la fois une diversification des politiques de production, de mise en marché et d'importation pour minimiser les risques d'insuffisance alimentaire. La sécurité alimentaire exige donc à la fois la disponibilité des produits et l'accès à ces produits.

Aussi beaucoup de chercheurs s'accordent-ils sur les trois composantes suivantes de la sécurité alimentaire :

- la disponibilité des approvisionnements ;
- la stabilité des approvisionnements ;
- l'accès des populations aux denrées alimentaires.

« Lorsqu'elle est généralisée, la faim est aussi un problème de développement fondamental car elle fait obstacle à la croissance économique et empêche des millions d'êtres humains d'échapper à la misère. » Ce constat émane du directeur général de la FAO, (Jacques Diouf, « l'insécurité : la faim au quotidien et la crainte permanente de la faim » in l'Etat de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2000, 31p.), qui a tiré la sonnette d'alarme face à la menace que la faim constitue pour le monde. D'après les rapports des institutions internationales, les pays du Tiers Monde sont les plus affectés.

Dès 1966, l'agronome français René Dumont avertissait déjà dans son livre « L'Afrique noire est mal partie » que si les Etats nouvellement indépendants n'adoptent pas des politiques moins dispendieuses et plus tournées vers l'encadrement du monde rural, l'Afrique connaîtra dans les années 80 une grave famine. Plus tard, en 1989, Gérard Gherzi dressait une situation plutôt préoccupante concernant les problèmes alimentaires : « Au cours de la conférence mondiale de l'alimentation qui s'est tenue à Rome en 1974, la plupart des pays et des institutions de développement internationales se sont entendus sur l'urgence d'accorder une plus haute priorité aux problèmes alimentaires dans le cadre des politiques d'aide au développement (...). Depuis cette rencontre, nombreuses ont été les occasions au cours desquelles les instances internationales se sont inquiétées de la lenteur des progrès dans ce domaine lorsqu'il ne s'est pas agi de recul. »

La sécurité alimentaire constitue donc un véritable défi à relever. Face à cette situation, les pays africains se sont fixés l'objectif d'accroître la production alimentaire pour satisfaire

convenablement les besoins de la population et de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. « Le concept d'autosuffisance alimentaire exprime la capacité d'un pays à satisfaire ses besoins alimentaires sur la base de la production nationale » (Martine Padilla, Hélène Doco-Lesur, 1995 :138). Cette option, bien que ne garantissant pas la sécurité alimentaire aux pays africains, était néanmoins la meilleure qui s'inscrivait dans un concept de développement autocentré.

1.2.1.3. Les causes de l'insécurité alimentaire de l'Afrique subsaharienne.

L'insécurité alimentaire est due à une interaction complexe entre plusieurs facteurs.

- *Les facteurs liés à la dégradation de l'environnement*

Les principaux signes de la dégradation de l'environnement sont : l'érosion, la rareté des terres cultivables (source de conflits dans certaines communautés), la déforestation (parce que le bois est la principale source d'énergie), la désertification, la surpâturage, la rareté de l'eau etc.

- *Les facteurs d'ordre économique et social*

En Afrique subsaharienne, près de 80% de la population est rurale. Mais elle vit dans des conditions très précaires. En moyenne 45 à 50% vivent en dessous du seuil de la pauvreté soit moins d'un (1) dollar US par jour. Ces populations comptent parmi les plus pauvres du monde en terme de revenu réel d'accès aux services sociaux. En 1993 on estimait à 40% le nombre de ceux dont le revenu quotidien était inférieur à un dollar. Ces populations bénéficient très peu de l'appui de l'Etat. (Banque Mondiale, 1996, faire reculer la pauvreté en Afrique subsaharienne, série Résumé analytique, Washington)

Les causes de l'insécurité alimentaire sont à chercher également dans les structures et systèmes sociaux. Ainsi la perte de vitesse du système de production, l'éclatement des familles élargies et des grandes exploitations agricoles, l'individualisation de la production agricole, la mauvaise gestion des

denrées alimentaires et le recul des valeurs de solidarité contribuent fortement aussi à l'insécurité alimentaire.

- *Les facteurs d'ordre démographique.*

Le problème d'insécurité alimentaire se pose lorsque la population croît à un rythme accéléré sans que s'en suive la production agricole. René Dumont (1991) a montré à ce sujet que la sécurité alimentaire mondiale allait devenir de plus en plus difficile à garantir. Plus que du travail du système agricole, (agriculteurs, recherches, vulgarisation, intrants, etc.), dont on connaît de mieux en mieux les limites, cette sécurité dépend désormais de la vitesse avec laquelle on parviendra à faire freiner l'explosion démographique et nos abus des comestibles fossiles, responsables de l'effet de serre.

- *Les facteurs d'ordre politique.*

Les politiques de développement inadaptées et la marginalisation du monde rural contribuent à l'insécurité alimentaire. A ce sujet Jean-Marc Ela (1982) dans son ouvrage *l'Afrique des villages* dénonce le triste sort réservé au monde rural. Pour cela, il appelle à une prise de conscience pour une modification du rôle de ce monde rural pour un développement à la base.

1.2.1.4. Les réactions face au problème de l'insécurité alimentaire

La question de l'insécurité alimentaire suscite des réactions tant au niveau des décideurs qu'à celui des ménages. L'importance de ces réactions réside dans les mesures adoptées ou proposées pour y remédier. Des actions doivent être envisagées pour améliorer les conditions d'existence des populations.

- *Réaction des décideurs.*

Les responsables des organisations internationales, les politiques et les chercheurs de différentes disciplines ont multiplié la recherche des voies et moyens pour venir à bout de l'insécurité alimentaire.

Le message de Barber Conable, président de la

Banque mondiale en est une illustration. En effet, souligne-t-il, l'agriculture et la sécurité alimentaire sont deux autres domaines dans lesquels la Banque Mondiale renforce actuellement sa contribution technique, financière et intellectuelle en Afrique. L'initiative lancée par la Banque pour développer le service de vulgarisation agricole touche à présent plus de trente pays d'Afrique subsaharienne. L'effort de vulgarisation selon le système de formation et visites, est centré sur le paysan africain, notamment les femmes, et il s'agit de les aider à améliorer non seulement leur savoir-faire, mais aussi leur accès aux outils agricoles, à la terre, aux semences, aux engrais et au crédit.

Mais il ne suffit pas d'accroître la production pour aider les cent millions d'Africains qui ne mangent jamais à leur faim. Car le problème de la faim n'est pas simplement lié au volume de la production. L'insécurité alimentaire chronique est due avant tout à la pauvreté, au manque d'argent pour acheter de la nourriture. L'amélioration de l'agriculture et l'application de réformes pour augmenter aussi bien la production alimentaire que le revenu par habitant sont des préalables essentiels à la satisfaction des besoins alimentaires de tous les africains. »¹.

Aujourd'hui, avec le ravage du SIDA, certains chercheurs démontrent l'impact de l'infection par le VIH sur la sécurité alimentaire. Martine Padilla et Hélène Doco-Lesur (1995) dans leur ouvrage *la sécurité alimentaire* soulignent la gravité du problème : « l'infection par le virus HIV constitue l'un des facteurs les plus dramatiques de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans un grand nombre de pays (...) Les implications socioéconomiques de la large diffusion du virus et du taux élevé de mortalité qu'il suppose sont de plusieurs ordres :

- l'existence des ménages est remise en cause ; les liens de solidarité familiaux ou villageois déjà fortement atteints par la croissance de la pauvreté ne résistent pas à la destruction des ménages ;

- la mortalité est plus grande chez les productifs (20-34ans) ; la croissance de la mortalité

chez les plus jeunes réduit la capacité productive future (...) »

- Réaction des ménages

Les populations réagissent aussi de leur côté face au problème d'insécurité alimentaire, en développant des stratégies. Dans *Stratégie des ménages ruraux en matière de sécurité alimentaire dans un contexte d'ajustement structurel : le cas de la province de Passoré au Burkina Faso*² Kimsey Savadogo, Sylvain Lariviere et Frédéric Martin (1995) présentent une recherche qui expose un cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et analyse ensuite les mécanismes d'adaptation et les stratégies de survie des ruraux dans une zone souffrant d'insécurité alimentaire. L'étude confirme la nécessité de la diversification des activités économiques des ménages ruraux comme stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire chronique.

Dans le même sens, une étude souligne le rôle de certaines plantes de cueillette dans le renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique ; c'est l'exemple de l'ouvrage : « La faune sauvage et la sécurité alimentaire en Afrique » (Cahier FAO, *conservation* n°33,1998 ,118p.). Ces plantes de cueillette sont utilisées généralement soit pour la consommation, soit pour la vente.

II. IMPORTANCE DE L'ACCES AUX RESSOURCES ALIMENTAIRES

L'accès aux ressources alimentaires, véritable tremplin au développement, implique deux composantes indissociables : la nécessité pour les populations de bien se nourrir et leur capacité d'assurer la disponibilité d'aliments.

2.1. La nécessité pour les populations de bien se nourrir

Se nourrir est un impératif d'ordre catégorique, un besoin naturel. La nutrition est nécessaire tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

¹ Barber Conable (1991), réflexion sur l'Afrique, priorité à l'Afrique subsaharienne dans le développement, Allocution de M. Barber B. Conable Président de la Banque Mondiale, Washington D.C, 1991, pp 26-27

² In *Economies et sociétés*, série développement agro-alimentaire, 1995, pp 145-165

Sur le plan quantitatif, la nourriture doit être à même d'apporter à l'individu l'énergie nécessaire pour ses activités. L'apport énergétique compense alors les dépenses et apprête l'individu à l'accomplissement d'autres efforts. Une alimentation insuffisante, c'est-à-dire une quantité de nourriture inférieure aux besoins de l'organisme est une cause de la sous-nutrition ou dénutrition. Celle-ci se caractérise essentiellement par une déficience calorifique et l'organisme consomme ses propres réserves pour compenser le manque de calories alimentaires. Les signes chimiques de cette carence appelée « *protéin-calorie malnutrition* » (par les auteurs de langue anglaise), sont ceux du marasme nutritionnel : arrêt de la croissance, atrophie musculaire et perte de poids aboutissant parfois à la mort.

Pour ce faire, l'identification de l'aliment de base revêt une grande importance. C'est en effet, l'aliment qui fournit la plus grande part de l'apport énergétique à l'individu. La sous-alimentation est un état résultant d'un apport énergétique inférieur à un niveau minimum requis. Les personnes sous-alimentées peuvent être atteintes ou non d'une carence en protéines ou en tel autre nutriment spécifique. La « *5^e Enquête mondiale sur la nutrition et l'alimentation* » estime qu'il est justifié de mettre l'accent sur l'apport énergétique comme mesure générale de l'adéquation alimentaire. En augmentant l'apport énergétique provenant des denrées de base normales, on augmente la quantité de protéines et d'autres nutriments. En revanche, il est peu probable qu'une plus grande ingestion de ces nutriments non accompagnés d'un complément énergétique apporte quelque amélioration. Il est donc nécessaire d'accroître l'apport énergétique pour améliorer l'état nutritionnel. C'est ce que d'aucuns expriment par le vocable « *manger à sa faim* »

Le problème clé consiste, selon la 5^e enquête mondiale sur l'alimentation et la nutrition, à déterminer les besoins énergétiques des individus selon les différents groupes d'âge et de sexe afin de calculer le seuil civique. La consultation d'experts FAO/OMS/ONU qui s'est réunie en 1981 a défini les besoins énergétiques d'un individu comme « *le niveau d'apport énergétique capable d'équilibrer la*

dépense énergétique lorsque l'individu a une faille corporelle ainsi qu'un niveau et une composition d'activité physique compatible avec un bon état de santé durable et de permettre la poursuite d'une activité physique économique nécessaire et socialement souhaitable ». En déterminant le seuil en deçà duquel on peut parler de sous-alimentation, il faudrait tenir compte autant que possible des besoins énergétiques correspondant à une activité physique économique nécessaire et socialement souhaitable. Cela permettrait de savoir combien de personnes se trouvent entravées dans leur travail professionnel ou dans leurs loisirs faute d'une alimentation suffisante.

Les pays africains où le principal secteur d'activité est l'agriculture, se font du tort en ne sachant pas systématiquement les besoins énergétiques des agriculteurs et en ne se définissant pas une politique nutritionnelle applicable dans les secteurs vitaux de leur agriculture. Il n'est donc pas utile de déployer des moyens de grande envergure, de diminuer le prix des intrants agricoles, de décréter des subventions, d'initier des programmes agricoles, de lancer des campagnes avec prévision de récompense aux meilleurs producteurs (comme ce fut le cas de certain pays) pour stimuler la production dans les milieux ruraux si la dimension nutritionnelle en terme de besoin énergétique du producteur est abstraite. Les productions et les activités dépendent de l'énergie déployée par les individus et ceux-ci acquièrent la capacité physique de mener les activités par la satisfaction de leurs besoins énergétiques.

Sur le plan qualitatif, une ration alimentaire peut être suffisante en calorie, mais déficiente en nutriments essentiels tels que les protéines, les acides aminés et les acides gras essentiels, les vitamines, des sels minéraux et des oligo-éléments. Une alimentation qualitativement pauvre se caractérise par des signes chimiques de carence. Les avitaminoses les plus répandues comprennent les carences en vitamine C (scorbut), B1 (béribéri), P (pellagre), D (rachitisme), tandis que la carence en fer et en acide folique provoque des anémies graves. Quant à la malnutrition protéique (protéin malnutrition), encore appelée dystrophie pluri

carencielle, bouffissure d'Annam ou kwashiorkor, elle se caractérise, dans sa forme chimique grave, par des signes suivants chez l'enfant atteint : la peau présente des zones hyper pigmentées et dépigmentées, des fissures et des ulcérations, les cheveux défrisés, dépigmentés, s'arrachant sans douleur ; la fonte musculaire et les oedèmes s'accompagnent de l'hypertrophie du foie.

On remarque alors, tant du point de vue quantitatif que qualitatif que la nutrition revêt une importance vitale, parce que les problèmes nutritionnels sont liés entre eux. Souvent la malnutrition démarre pendant la vie fœtale et, selon les conditions, peut se prolonger tout au long de la vie, particulièrement chez les filles et les femmes, celles-ci donnant à leur tour le jour à des enfants qui présentent un retard de croissance intra-utérin. Dès le 25^e jour après la fécondation, l'ébauche du cerveau est visible chez l'embryon humain, sous la forme d'un tube neural qui s'enroule sur lui-même pour atteindre au 3^e mois sa forme caractéristique. Le cerveau, pendant sa croissance, c'est-à-dire pendant la vie fœtale et l'enfance, est très sensible aux conditions nutritionnelles. La malnutrition perturbe son développement ultérieur et provoque des anomalies de structure et de fonctionnement. (Etudes de Dobbing Manchester, 1976).

Les effets de la malnutrition sur le développement du cerveau ont été parfois attribués à l'inhibition ou à la déficience de la protéogénèse dans les cellules nerveuses. L'extension des axones et des dendrites, le développement des arborisations dendritiques et des contacts synaptiques dépendent en effet de la croissance des neurones et donc de la synthèse de leurs protéines cytoplasmiques chez des animaux dont le régime alimentaire était très carencé en protéines et dont la ration calorifique était normale ; il se produisait une détérioration de la capacité d'apprentissage. L'emploi d'inhibiteurs de la synthèse des protéines donnait des résultats difficiles à interpréter en raison des autres actions possibles de ces inhibiteurs.

Les aliments ont aussi certains effets sur le comportement. Ces effets avaient tendance à retenir

l'attention des nutritionnistes et des neurophysiologistes, ainsi qu'en témoignait l'organisation en novembre 1982, d'une réunion sur ce sujet au Center for Brain Sciences and Metabolism du Massachusetts Institute of Technology. L'étude des effets des aliments sur la biochimie cérébrale avait commencé au début des années 1970 avec les expériences faites par Wurtman et ses collaborateurs sur les animaux. Depuis lors, ces chercheurs et d'autres spécialistes avaient pu montrer qu'une demi-douzaine d'aliments pouvait modifier la synthèse des médiateurs chimiques tels que la sérotonine, la dopamine, la norépinéphrine, l'acétylcholine et l'histamine (kolata, 1982 b). Cet effet s'explique par le fait que la synthèse de ces médiateurs se fait à partir de précurseurs qui sont fournis par les aliments et qui sont transportés vers le cerveau par des molécules particulières. C'est ainsi que la sérotonine est directement synthétisée à partir du tryptophane des protéines alimentaires. La molécule qui transporte le tryptophane vers le cerveau, assure aussi le transfert de huit autres acides aminés neutres, de sorte que plus la concentration du tryptophane est élevée dans le sang, plus cet acide aminé aura des chances d'être transporté vers le cerveau et d'y être converti en sérotonine. Les rations alimentaires riches en protéines n'ont pas pour effet d'induire une synthèse plus marquée de la sérotonine, parce qu'elles n'augmentent pas la concentration relative du tryptophane dans le sang. C'est en revanche le cas des repas riches en sucres, car l'insuline qui est libérée à la suite de ces repas, stimule l'absorption par les organes de tous les acides aminés à l'exception du tryptophane. La concentration de ce dernier augmente de même que celle de la sérotonine. Les neurones sérotoninergiques sont impliqués dans un grand nombre de comportement qui intéressent le sommeil, la prise de nourriture, l'activité locomotrice, la sensation de la douleur et l'agression. Les régimes alimentaires qui modifient la concentration du tryptophane dans le sang, puis celle de la sérotonine dans le cerveau pourraient donc afficher plusieurs de ces comportements.

Les aliments exercent sans aucun doute un effet sur certains aspects du comportement humain. De plus

un certain nombre d'éléments scientifiques se sont accumulés pour montrer que la malnutrition pendant la vie fœtale et la petite enfance accroît la susceptibilité de développer des MNTA (Maladies Non Transmissibles liées à l'Alimentation) à l'âge adulte.

La nutrition a donc des effets sur l'être humain dès son état embryonnaire jusqu'à la fin de ses jours en affectant ses activités et ses comportements.

2.1.1. Les groupes vulnérables

Les groupes vulnérables à la malnutrition sont les enfants jusqu'à l'âge de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Normalement alimentée, une femme prend du poids au cours de sa grossesse, de 12 kg à 12,5 kg. Cette augmentation n'est le plus souvent que de 3 kg à 4 kg dans les pays où sévissent la sous-alimentation et la malnutrition. Une mère dénutrie ou malnutrie, plus vulnérable aux maladies, risque fort de donner naissance à un enfant prématuré ou à un enfant hypotrophique ayant un poids nettement insuffisant et qui pourrait souffrir d'un retard mental.

La sous-alimentation de la mère a aussi des répercussions sur la sécrétion du lait, car les graisses accumulées au cours de la grossesse constituent une réserve indispensable aux dépenses énergétiques nécessitées par l'allaitement et pour la production du lait. La mère est très souvent malade, fatiguée et incapable de fournir l'effort supplémentaire que peut exiger une amélioration du bien-être de son enfant.

2.1.2. Les causes

Les causes de la malnutrition et du déficit de l'accès des populations (hommes, femmes, enfants et même le fœtus) aux ressources alimentaires sont multiples et surtout complexes. Le schéma conceptuel établi en 1990 par l'UNICEF pour la malnutrition des jeunes enfants, et aujourd'hui adopté sous des formes diverses par la communauté scientifique internationale, illustre bien cette complexité :

- intrication de l'alimentation, de la santé et des soins dans la relation causale à la malnutrition ;

- importance et diversité de tous les facteurs (politiques, économiques, sociaux, culturels, religieux) qui peuvent limiter l'utilisation des ressources à différents niveaux ;

- multiplicité des acteurs concernés par les questions de nutrition (santé à l'évidence mais aussi et d'abord l'agriculture, l'économie, le commerce et l'industrie, la législation, l'environnement, etc.).

C'est pourquoi, il est d'une importance capitale de considérer à différentes échelles, notamment celle de la famille, les facteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et leur articulation, tout en gardant une vision globale.

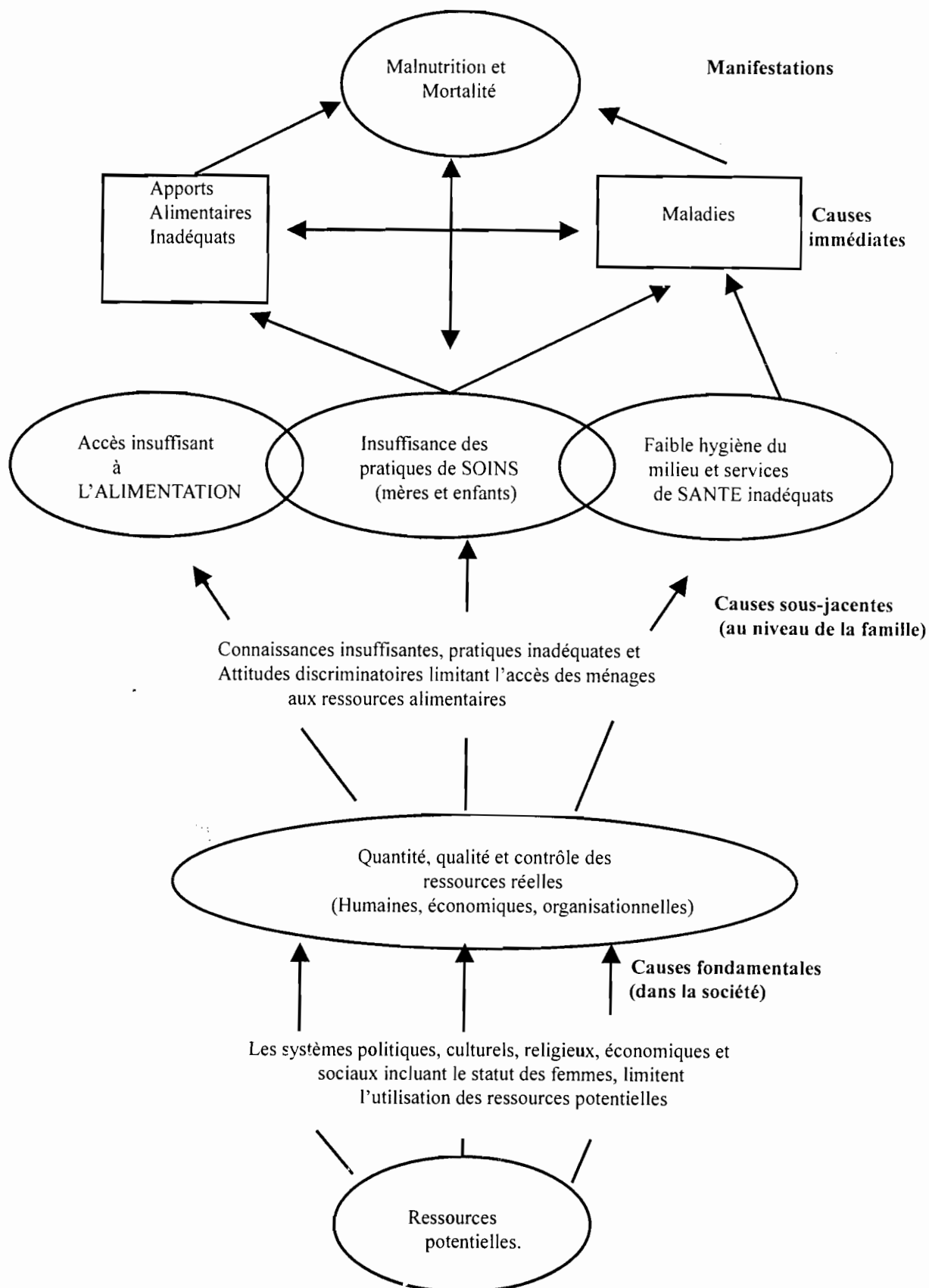
D'aucuns pensent de nos jours que la pauvreté est la cause de tous les maux dont souffrent les pays du sud dits pauvres. Mais pour le problème des malnutritions, la pauvreté est à la fois une cause et une conséquence. En effet, la croissance économique ne se traduit pas obligatoirement par une amélioration rapide de la situation nutritionnelle. La nutrition peut même ne pas suivre du tout la croissance des revenus. Ceci a été mis en évidence par une analyse comparée des pays dans lesquels l'insuffisance pondérale des jeunes enfants avait diminué notablement. Les questions d'affectation des ressources et d'équité dans leur répartition sont ici cruciales. Une illustration en est le Kerala, un des états les plus pauvres de l'Inde ; il présente une situation sanitaire et nutritionnelle bien meilleure que le reste du pays en raison des politiques mises en place dans le domaine social, de l'éducation et de la santé. (Forum Social Mondial, Porto Alegre 2002, document de travail, p. 13)

La sécurité alimentaire, c'est-à-dire l'accès à des aliments adéquats et nutritifs est une condition préalable évidente pour une bonne nutrition. De nombreux autres facteurs influencent le processus d'amélioration de la nutrition, comme le statut des jeunes dans la société et leur accès à l'éducation, le taux de fertilité, le poids des maladies infectieuses,

l'engagement gouvernemental au niveau local et national dans les questions de santé et de nutrition, la structure des soins de santé primaires. C'est

l'ensemble de ces questions qui doivent être abordées à différents niveaux dans le cadre d'une approche globale comme le montre la figure 1.

Figure 1- Cadre conceptuel des causes de malnutrition et mortalité.



2.1.3- Les conséquences liées au problème d'accès aux ressources alimentaires

Les conséquences du problème d'accès aux ressources alimentaires sont immenses. Nous les étudions ici sur le plan social seulement.

Au cours des deux dernières décennies, les connaissances nouvelles ont conduit à réévaluer l'importance de la nutrition et de l'alimentation pour la santé, le bien-être et le développement. La recherche a montré que les conséquences des malnutritions, notamment des formes modérées, et des carences en micro nutriments sont bien plus considérables qu'on ne l'admettait auparavant en termes d'impact pour les sociétés.

- le coût social et économique est énorme ;
- mortalité et morbidité accrues ;
- développement physique et mental altéré,
- capacité d'apprentissage et de travail diminuée.

L'OMS a ainsi établi que la moitié des décès chez les enfants de moins de 5 ans sont liés à la malnutrition (dont plus de 40% à des formes modérées), en association avec diverses infections. La carence en fer est une cause majeure de mortalité maternelle. La carence en iode est la première cause de retard de développement mental dans le monde. Les personnes mal nourries ont moins de chance d'acquérir une éducation de base, d'avoir des compétences sociales satisfaisantes et de contribuer à la lutte pour la réduction de la pauvreté. Enfin, le fait que les problèmes nutritionnels sont intergénérationnels montre bien les conséquences à long terme d'une mauvaise nutrition.

2. 2. La capacité d'assurer la disponibilité des aliments.

Une population qui n'arrive pas à assurer la disponibilité des aliments court un risque grave de malnutrition et des conséquences qui en découlent. Beaucoup de populations des pays en voie de développement se nourrissent au gré des saisons. C'est certes normal mais les disponibilités alimentaires saisonnières ne sont pas conservées

pour pallier les besoins de consommation qui naissent après les saisons de récolte. La disponibilité alimentaire d'un pays peut être assurée par plusieurs moyens.

D'abord la production : elle doit être à même d'assurer tout au moins l'alimentation. Pour cela, les moyens de production sont nécessaires. Ils sont les facteurs déterminants de l'accroissement des surfaces cultivables. Ces moyens sont entre autres les outils agricoles qui doivent être adaptés aux besoins de la production qui à leur tour sont évalués en fonction de l'estimation de la population, l'accès aux terres et les réformes agraires qui permettent aux petits producteurs aussi d'étendre leurs champs au risque d'être phagocytés par les grands exploitants dont les objectifs sont prioritairement commerciaux, les intrants agricoles (engrais et entretiens phytosanitaires) qui ont pour but d'augmenter les rendements.

Ensuite les échanges, ils peuvent se faire sur le plan local et sur le plan international. Sur le premier plan, les milieux ruraux sont les principaux fournisseurs des milieux urbains. Les revendeuses des grandes agglomérations urbaines se sont spécialisées dans ce commerce. Des fois, les populations rurales bradent les produits à ces commerçantes au moment des récoltes abondantes faute de stratégie commerciale et de capacité de négociation face au besoin pécuniaire pressant. C'est ainsi que progressivement, les milieux ruraux se vident en nourriture au profit des milieux urbains. Les revendeuses constituent les stocks vivriers pour les villes alors que dans les campagnes où la conservation et la transformation font défaut, les populations souffrent momentanément de pénurie alimentaire. Puisqu'elles sont obligées de manger, elles font recours aux marchés et redécouvrent souvent avec stupéfaction que les aliments coûtent beaucoup plus chers qu'elles ne les avaient vendus.

Sur le second, les pays qui constatent l'insuffisance de denrées recourent à l'importation et des fois bénéficient de certaines aides. Certains pays aussi convertissent leur importation en échange de denrées excédentaires enregistrées lors d'une campagne agricole. Mais la carte mondiale des

importations et exportations est concurrentielle au point où les pays développés même se disputent devant les instances mondiales d'arbitrage. C'est le cas entre l'Union Européenne et les Etats Unis devant l'OMC à propos des subventions octroyées aux agriculteurs Américains. Les Européens estiment qu'il s'agit là d'une concurrence déloyale. Ces groupes de pays sont les champions des échanges commerciaux qui maîtrisent bien les rouages des marchés mondiaux. Comment feront alors les pays en développement qui la plupart du temps méconnaissent ces rouages. Dans leur élan d'assurer la disponibilité de vivre pour leurs populations, ces pays se heurtent à certaines difficultés.

Sur les deux plans, le risque pour les populations est grand. Les milieux ruraux souffrent d'un ramassage systématique des denrées alimentaires au profit des villes et les pays à leur tour souffrent de la concurrence et de la pression des grandes puissances. Les échanges constituent donc un facteur de pénurie alimentaire pour les milieux ruraux. C'est pourquoi, souvent, les statistiques nationales ne permettent pas une lecture objective des situations dans la mesure où elles cachent des problèmes auxquels les populations des hameaux les plus reculés sont confrontées.

Enfin les politiques : le père de la « révolution verte » n'avait pas hésité à affirmer en novembre 1978 que la science avait accompli sa tâche et qu'avec les variétés cultivées et les techniques nouvelles on pourrait nourrir l'humanité entière. Si la faim persistait, a-t-il poursuivi, c'était d'abord parce que les élites au pouvoir donnaient la priorité à leurs clientèles électorales urbaines au détriment des masses rurales.

En 1979, Harroy, dans son livre *Demain la famine, ou la conspiration du silence*, rejoignait le prix Nobel de la paix de 1970, en écrivant, à propos des paysanneries intertropicales, que « la responsabilité de la situation incombe par priorité à ceux qui seuls, auraient le pouvoir de corriger les structures, qui sont les causes positives – oppression – et négatives – isolement – de l'actuelle stagnation de leur agriculture ».

La lutte contre la faim passe donc par le soutien des efforts des paysans des pays en développement, de façon à augmenter leur pouvoir d'achat, à garantir leurs revenus et leurs débouchés, à développer les moyens de transport et d'entreposage des produits agricoles. Les opinions publiques des pays industrialisés qui fournissaient le plus gros de l'aide alimentaire, étaient persuadées que c'était ainsi que la faim pouvait être vaincue.

Somme toute, les politiques budgétaires et de prix agricoles doivent se retrouver dans une perspective d'enrichissement et d'accroissement de la production. L'Etat doit donc se situer en amont (au niveau de la production) et en aval (au niveau de la consommation) de la circulation des denrées alimentaires dans un pays.

2.3. L'accès aux ressources alimentaires, un tremplin au développement

Chaque année, des initiatives sont prises tant sur le plan local, national qu'international pour améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres et démunies. Ces initiatives, bien que rigoureusement étudiées aussi bien dans leur pertinence que dans leur faisabilité, se soldent par un échec ou dans la plupart des cas par des résultats en dessous du seuil escompté. La bonne volonté et l'acuité des problèmes font redoubler d'ardeur les acteurs qui, par de nouvelles approches tentent de se libérer des obstacles afin de parvenir à la vision de bien-être des communautés et des populations. Mais ces approches se heurtent à leur tour à des problèmes qui sont liés non à des considérations traditionnelles, religieuses ou culturelles comme ce fut le cas dans le passé, mais à des obstacles liés à la survie physique des personnes comme nerf du développement. Nos recherches témoignent de la volonté des populations à se mobiliser et à participer aux programmes et actions de développement. Mais ces volontés s'estompent et le désengagement des acteurs externes au profit de l'autodétermination des communautés, dont les structures sont rendues capables d'assurer la pérennité des ouvrages et autres acquis, devient fatidique de nos jours et c'est malheureusement de notoriété publique.

III. CADRE METHODOLOGIQUE

3.1. Les sources documentaires

Le recours à la bibliographie existante a été d'un apport considérable. Des informations concernant le sujet ont été rassemblées pour meubler l'analyse afin de mieux cerner le problème.

3.2. L'enquête

Pour mettre en exergue les difficultés d'accès aux ressources alimentaires, il a fallu faire recours à certaines données recueillies lors d'une enquête menée par une équipe de recherche dans le village de Bagbé, au Sud-Togo sur la problématique du bien-être des populations dudit village. Des informations recueillies au cours de cette recherche disent long sur le problème.

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES.

4.1. Interprétation des résultats

Du point de vue alimentaire et nutritionnel, la situation alimentaire dans le village de Bagbé est fortement dépendante des saisons et des périodes de récolte donnant lieu à une alimentation en temps d'abondance d'une part et à une alimentation en temps de pénurie d'autre part.

En effet, la fréquence des repas est d'au moins 3 fois par jour ; les résultats des entretiens de groupe l'ont confirmés. « Des gens mangent même chaque fois que l'envie les prend ». Mais, même en cette période, le régime alimentaire n'est pas diversifié. Les populations n'arrivent pas à choisir et à consommer les aliments de leur choix et adoptent ainsi un régime alimentaire essentiellement quantitatif.

Par ailleurs, on note une diminution du nombre de repas par jour imposant ainsi aux populations un régime alimentaire de crise qui vient aggraver une situation déjà caractéristique de la malnutrition.

Quelles sont alors les sources d'approvisionnement alimentaire de ces populations ?

Les résultats ont d'une part révélé que la principale source d'approvisionnement en aliment de la population de Bagbé est l'agriculture. Elle est fortement pratiquée tant par les hommes que par les femmes. Mais les outils et les techniques utilisés sont rudimentaires et nécessitent beaucoup d'effort de la part des agriculteurs. Elle est également pratiquée au gré de la nature (climat, sol, etc.) De ce fait, les domaines exploités et les rendements sont seulement à la mesure de la force physique de leurs exploitants et des conditions naturelles. Par conséquent, le moindre bouleversement suite aux aléas climatiques, pédologiques ou environnementaux, porte un coup sérieux à la situation alimentaire dans ce milieu. Ce risque est d'autant plus inquiétant que cette agriculture, principale pourvoyeuse des ressources alimentaires, est aussi la principale source de revenu des habitants.

Il apparaît clairement que pour assurer l'accès aux ressources alimentaires dans ce milieu, les réflexions soient orientées vers la production agricole sans toutefois ignorer les options alternatives c'est-à-dire la multiplicité des sources d'approvisionnement en aliment. A ce sujet, les femmes de cette localité ont plus la capacité de varier les sources d'approvisionnement en denrées alimentaires que les hommes. La diversification de ces sources est un atout indéniable pour contrecarrer la pénurie alimentaire d'origine agricole dans un contexte de dégradation de l'environnement, son effet sur le climat et le feedback de celui-ci sur cette agriculture.

D'autre part, on constate que la nourriture abonde dans cette localité à certaines périodes de l'année, situation reconnue à plus de 97% par les enquêtés qui ont pu identifier ces périodes. Celles-ci correspondent bien aux différentes saisons des pluies et des récoltes dans la région. Malheureusement cette nourriture n'est pas disponible durant toute l'année pour couvrir les besoins en consommation des ménages. Les enquêtés l'ont reconnu à plus de 71%.

Les raisons de cette situation sont diverses :

en premier lieu, la raison pour laquelle les aliments manquent à Bagbé à certaines périodes de l'année est la vente systématique des produits (tableau 11). En effet, au moment des récoltes, la première réaction des habitants, hommes et femmes confondus, est de faire appel aux clients habituels ou de rechercher des preneurs sur place. Cela est dû au fait que ces populations évaluent tous leurs besoins en argent, même les besoins alimentaires à tel point qu'on préfère vendre toute la production agricole (essentiellement vivrière) et satisfaire tous les besoins par l'argent de la vente ;

en second lieu, les mauvaises récoltes (évoquées comme raison de la pénurie alimentaire par les femmes), ne sont pas évoquées par les hommes parce qu'en fait, ils ne se plaignent pas beaucoup des récoltes puisqu'elles ne sont pas toujours mauvaises, à condition qu'il pleuve régulièrement. C'est pourquoi les deux sexes ont évoqué le manque de pluie. Cela se comprend aisément dans la mesure où les produits sont le fruit d'une agriculture traditionnelle fortement dépendante du climat comme nous l'avons signalé plus haut ;

en troisième lieu le gaspillage ; au moment de l'abondance des récoltes, certaines denrées comme l'orange et l'ananas par exemple, font l'objet d'un tri pour séparer les meilleurs et les destiner à la vente. Au lieu de traiter le reste de façon profitable, on le jette et ces produits sont même quelquefois piétinés. Ce gaspillage amenuise les chances de ces populations de disposer des ressources alimentaires durant toute l'année ;

en quatrième lieu, la récolte précoce des produits avant leur maturité pour des fins commerciales fait qu'au moment de leur maturité, il n'y a presque plus de produits (maïs surtout) dans la plupart des champs.

en cinquième lieu, les producteurs de denrées alimentaires ne disposent pas de moyens de conservation et de transformation de leurs produits en vue de les garder plus longtemps. Les méthodes traditionnelles de transformation et de conservation sont en net recul.

Pour conclure, nous pouvons noter que dans ce village, si nous nous attachons à la nutrition proprement dite, des obstacles à l'accès aux ressources alimentaires sont entre autre :

- le manque de technique de conservation et de transformation qui plonge la population dans une situation de pénurie alimentaire périodique ;
- l'impossibilité pour les populations de choisir et de pouvoir consommer les aliments dont elles ont vraiment envie, les soumettant à une « alimentation de contrainte » ;
- la méconnaissance de la valeur nutritive des fruits dans un contexte alimentaire déjà déséquilibré ;
- la non intégration de la question nutritionnelle dans les plans d'exploitation agricole et de mise en circulation des denrées alimentaires.

Ces difficultés affectent le bien-être des populations.

En effet, sur le plan sanitaire, la pratique thérapeutique est l'utilisation des herbes et des plantes. Malgré l'existence d'un centre de santé dans la localité, les malades sont d'abord traités à l'aide des herbes et des plantes avant tout autre soin. C'est pourquoi, le centre de santé enregistre souvent des patients dont le cas s'est aggravé à la maison.

Ces populations rurales n'arrivent pas à supporter les coûts, quoique bas, des soins sanitaires primaires du centre de santé de leur localité. Cela peut être rattaché aux faibles revenus des activités que ces populations mènent et au faible pouvoir d'achat en général. Or, ces populations ne font d'autres activités que l'agriculture. Cela peut a priori

résoudre le problème. Seulement, cette agriculture essentiellement alimentaire est la principale source de satisfaction des besoins nutritionnels et de tous les autres besoins.

Sur le plan de l'accès à l'information, notons que celle-ci tient une place importante dans l'accès aux ressources alimentaires dans la mesure où elle met les populations au courant des campagnes agricoles, du coût des intrants, des conseils et des expertises en matière agricole, des méthodes de conservation et de transformation et surtout la connaissance du prix des produits vivriers (prix aux producteurs et prix des marchés) en vue d'éviter les difficultés de toute sorte. Les résultats montrent que ces populations n'ont pas accès à l'information du fait de leur environnement médiatique caractérisé par l'absence de radios rurales et de programmes les ciblant. Bien que les enquêtés possèdent en majorité un poste radio ils sont privés d'information. Cela peut fortement contribuer à la situation décrite plus haut.

Sur le plan de la mobilité des populations, ces résultats montrent que la majorité des personnes enquêtées ne dispose pas personnellement d'un moyen de déplacement. Ceci a des incidences sur la mobilité des personnes et peut avoir pour conséquence le statisme des connaissances et des techniques. Si celles-ci touchent le domaine agricole, les retombées sur la production, la transformation, la conservation et les échanges des denrées alimentaires entachent certainement l'accès de cette population aux aliments

4.2. Vérification des hypothèses

La première hypothèse qui lie les difficultés d'accès aux ressources alimentaires à l'absence de réglementation des prix au niveau national n'est pas vérifiée. En effet, les investigations du côté des sources documentaires ont révélé qu'il existe un prix fixé par l'Etat à l'occasion de chaque campagne agricole pour l'achat des aliments auprès des agriculteurs. L'Etat même est acheteur de ces denrées pour constituer des stocks de sécurité et destiner le surplus dégagé à l'exportation soit par le truchement du circuit commercial, soit par celui

de l'échange pour importer les denrées dont la disponibilité n'est pas suffisamment assurée par les productions locales.

Seulement, il existe de petits trafics des commerçants qui à cause des capacités acquises par la connaissance de certains rouages, arrivent à contourner les prix fixés par l'état et aller jusque dans les hameaux les plus reculés pour acheter les denrées alimentaires au prix qui leur convient. Cette situation est fortement favorisée par le besoin financier pressant que ressentent les agriculteurs qui, pour la plupart jeunes mais précocement parents, ont les besoins de leur foyer à satisfaire.

Par ailleurs, les paysans manquent d'information. Ils ne savent pas et n'ont aucun moyen de savoir qu'un prix est pratiqué sur toute l'étendue du territoire tant pour les ventes en gros qu'en détail des produits.

Il existe donc bien une réglementation au niveau national de l'achat des produits alimentaires agricoles auprès des populations rurales. Seulement la méconnaissance de ces dispositions, soutenue par la misère et le manque d'information, désarme les agriculteurs face à des trafiquants qui les harcèlent jusque dans les champs.

La deuxième qui fait état de la connaissance de la valeur nutritive des aliments disponibles comme facteur déterminant d'une bonne nutrition est vérifiée.

En effet, le choix des aliments à consommer (et aussi la période et le mode de consommation) ne relève pas du hasard. C'est un choix raisonné. La connaissance de la valeur nutritive des aliments dont on dispose (et non qu'on convoite) importe beaucoup pour une bonne nutrition qui répond aux besoins individuels réels même dans des conditions financières difficiles puisqu'il ne s'agit pas, compte tenu des disponibilités du milieu, d'acheter ces denrées, mais seulement de les choisir, du moins en périodes d'abondance, puisque le problème de la disponibilité en permanence des aliments se pose et c'est l'objet de la dernière hypothèse.

Cette dernière, qui pose le problème de manque de techniques suffisantes de production, de conservation, de transformation et d'échange comme principal facteur de l'insécurité alimentaire s'est avérée.

En effet, sur le plan de la production, les résultats montrent que les agriculteurs de ce milieu sont toujours à une agriculture de type traditionnel avec les outils et les méthodes culturales largement en dessous des besoins auxquels ils sont confrontés. La sécurité alimentaire se posant en termes de disponibilité des aliments, l'absence de technique pouvant permettre aux agriculteurs d'accroître la production est un obstacle à l'accès aux ressources alimentaires.

Sur le plan de la conservation, la méthode traditionnelle des greniers est en voie de disparition dans plusieurs communautés. Il est vrai que le problème de la conservation est occulté par celui de la production insuffisante. Mais le manque de méthode de conservation prédispose les paysans à la vente systématique des produits alimentaires tout juste après les récoltes. Il en est de même pour l'absence des techniques de transformation.

Sur le plan des échanges, les paysans ne connaissent pas les techniques de négociation et de lobbying qui sont pourtant nécessaires dans les échanges commerciaux. Cela explique le fait que les produits soient bradés par les agriculteurs pour avoir cédé à la pression du plus fort qu'eux dans le domaine. Si les productions sont défavorisées par les conditions climatiques qu'on n'arrive pas à contrôler, la méconnaissance des techniques d'échange tourne les importations alimentaires au désavantage des agriculteurs au pouvoir d'achat quasi nul qui doivent acheter chers les aliments et donc de façon insuffisante pour survivre.

QUELLES STRATEGIES ADOPTER ?

La question alimentaire abordée révèle des situations et des stratégies qui mettent à petit coup la vie, la capacité de développement et l'avenir des populations en question. Pour y remédier, nous suggérons les pistes suivantes :

Sur le plan de la disponibilité des ressources :

- § face aux harcèlements des paysans jusque dans leurs champs par les revendeuses qui vident cette communauté de ses aliments, il est nécessaire d'une part d'informer les producteurs sur les prix fixés pour chaque denrée alimentaire sur le plan national. D'autre part, d'établir un système de contrôle au niveau de la chefferie par exemple, pour identifier et confondre les auteurs de ce trafic en vue d'éviter aux paysans la contrainte de brader leurs produits récoltés après tant d'efforts sous quelque pression que ce soit.
- § Concernant la dépréciation de l'activité agricole à cause du déficit de revenu et de l'anéantissement du pouvoir d'achat, les politiques agricoles et investissements dans l'agro-alimentaire joueront un rôle utile. En effet il est nécessaire que les politiques agricoles jouent un rôle total qui passe par une décision de la révolution des techniques et des méthodes culturales et de l'outillage des agriculteurs pour l'extension des surfaces cultivables, la vulgarisation des espèces sélectionnées, la commission d'experts pour le suivi des productions vivrières, la pratique de prix subventionnés pour les intrants agricoles, la fixation des prix des produits permettant aux paysans d'avoir un revenu pour la satisfaction de leurs besoins (primaires au moins) et de ceux de leurs familles. En plus de cette politique agricole, l'investissement dans l'agro-alimentaire est un véritable stimulant pour la production et un gage de la sécurité alimentaire. A cet effet, l'investissement public, ne pouvant couvrir la totalité des besoins en financement de ce secteur, constitue un facteur d'incitation et de stimulation des investissements avec l'offre des garanties de rentabilité aux privés.
- § A propos de la vente de tous les produits récoltés par les paysans, il est nécessaire de

les éduquer et de les former sur les méthodes fiables de conservation et de transformation des produits et de les sensibiliser à les pratiquer pour lutter contre la pénurie alimentaire. Un autre moyen est aussi la constitution de stock communautaire où chaque producteur pourra amener une quantité donnée de produits vivriers qui lui appartient dans cette « banque » et auquel il a accès aux moments de pénurie alimentaire ou de soudure.

Le Togo, à l'instar des autres pays en voie de développement, a le devoir pressant d'assurer la disponibilité alimentaire de ses populations de façon soutenue, sinon, en cas de détérioration avancée de la situation alimentaire, l'aide alimentaire peut rapidement devenir une arme pouvant plier les dirigeants à certaines exigences. Cette arme alimentaire ne viendra que conforter l'arme économique dont les ravages sont de notoriété publique de nos jours.

Sur le plan nutritionnel, face à l'importance du rôle que jouent les aliments dans la vie de l'homme, il est utile :

- § de sensibiliser, d'éduquer et de mobiliser le consommateur vers une alimentation équilibrée et des modes de vie sains.

L'éducation nutritionnelle doit permettre aux individus d'acquérir les connaissances nécessaires sur les questions alimentaires et nutritionnelles pour que, avec une plus grande liberté, ils puissent développer et choisir leur comportement alimentaire, en harmonie avec leur motivation culturelle. C'est ainsi que les objectifs de l'éducation nutritionnelle vont de paire avec ceux de l'éducation et de la promotion de la santé. Un terrain d'intervention privilégié dans le domaine de l'éducation pour la santé et plus spécifiquement de l'éducation nutritionnelle est le milieu scolaire. Cependant, la formation des enseignants ainsi que les programmes d'enseignement doivent être conçus et adaptés aux réalités des communautés en vue de permettre surtout aux populations rurales de bien se nourrir et à moindre coût. Le milieu scolaire est

également intéressant pour les programmes de correction des carences alimentaires déjà recensées dans une communauté par les supplémentations médicamenteuses ou alimentaires qui auront des effets bénéfiques directs sur la capacité d'apprentissage des individus ;

- § de prévenir la malnutrition fœtale. Prévenir la malnutrition fœtale consiste non seulement à améliorer la nutrition des femmes et des nouveau-nés, mais aussi à augmenter leur capacité physique et intellectuelle à s'insérer dans la société. C'est aussi ralentir ou prévenir la survenue des MNTA dans la vie adulte. Comme pour la nutrition des jeunes enfants, l'état nutritionnel des femmes doit être considéré maintenant comme un indicateur clé du développement et une de ses conditions préalables ;

- § de promouvoir une alimentation adéquate au cours des premières années de vie. Les pratiques d'allaitement et d'alimentation de complément qui sont des éléments prédictifs importants de l'état nutritionnel, de la santé et de la survie des nourrissons et des enfants, contribuent également au bien-être des générations futures. La pratique de l'allaitement maternel est largement divulguée dans les centres de santé et adoptée surtout dans les milieux ruraux, mais elle reste à améliorer dans sa durée comme dans ses modalités : (allaitement maternel exclusif pendant les six premiers mois, et ceci dès la naissance), introduction d'une alimentation de complément nutritive et saine (sans germes pathogènes) à l'âge adéquat ;

- § d'entreprendre à grande échelle des recherches et de former les professionnels en matière nutritionnelle. La recherche reste nécessaire dans de nombreux domaines de la nutrition. Elle doit aujourd'hui mettre l'accent sur la résolution des problèmes des populations, notamment rurales. Il est indispensable que soient renforcés les liens

entre recherche, action et aussi formation. Notre étude ayant souligné que la population ne possède qu'une vague connaissance de la valeur nutritive des aliments disponibles dans le milieu, les recherches pourront établir une carte de la valeur nutritive des disponibilités nationales (puisqu'elles proviennent des milieux ruraux) en vue de permettre aux individus de manger selon leurs besoins réels. La formation de professionnels dans le domaine de la nutrition constitue la priorité. Elle doit être développée partout et inclure toutes les disciplines nécessaires. Il s'agira entre autres des matières liées à l'analyse statistique et à l'épidémiologie, la communication, la gestion de programme, les sciences de la nutrition, les politiques alimentaires et nutritionnelles, les concepts et méthodes des sciences économiques et sociales ;

§ d'améliorer la condition des femmes, les alphabétiser et les insérer au travail. Malgré le rôle crucial que jouent les femmes dans le foyer et leur place dans la nutrition de la famille, leur condition n'est pas prise en compte. Ainsi, favoriser leur accès à l'éducation, améliorer leur entrée sur le marché du travail doit être au cœur des plans pour éliminer la malnutrition. Ceci signifie des législations pour assurer un changement culturel progressif vers le partage des droits, des responsabilités et charges entre les hommes et les femmes, et vers une élimination de la discrimination. Les femmes doivent être intégrées dans la prise de décision au niveau local, national et international ;

§ d'élaborer un programme de nutrition publique supporté par la surveillance nutritionnelle. Il s'agit de déclencher un processus continu de collecte et d'analyse d'informations pertinentes sur la situation nutritionnelle d'une population et ses principaux déterminants pour les besoins de tous les utilisateurs identifiés. Il importe de

considérer la nutrition publique comme un véritable enjeu de santé publique en vue d'éclairer les décisions concernant les campagnes agricoles.

CONCLUSION

L'homme ne peut s'empêcher de se nourrir. Même s'il existe des formes de privation de nourriture (jeûne, grève de la faim et autres), celles-ci ne sont que limitées dans leurs périodes. Il se dégage deux constats.

D'une part la nourriture est nécessaire à l'organisme humain dans la mesure où elle lui permet le maintien des fonctions biologiques. Ce sont ensuite ces fonctions qui lui permettent de se déplacer, de renforcer ses capacités physiques et de produire.

D'autre part, l'être humain est l'essence du développement en ce sens qu'il en est à la fois le destinataire et le destinataire. Ceci dit, l'accès aux ressources alimentaires tient une place importante dans le bien-être humain en particulier et des populations en général. Pour cela, une double nécessité s'impose.

La première est celle de se nourrir quantitativement en identifiant les aliments de base qui répondent aux besoins créés par les dépenses d'énergie faites au cours des activités quotidiennes. Cette nécessité est couplée d'une exigence qui est de disposer en quantité suffisante de la nourriture à tout moment. Elle met en synergie la capacité d'un individu, d'un ménage, d'une population ou d'un pays à atteindre les taux de consommation alimentaire fixés.

La seconde est celle de se nourrir en qualité en tenant compte de l'apport nutritif à l'organisme. La connaissance de la valeur nutritive des denrées alimentaires disponibles dans un milieu peut aider à éviter les malnutritions de façon significative.

Dans les milieux ruraux, l'activité principale est l'agriculture et les produits agricoles sont essentiellement des denrées alimentaires. Mais les paysans ne disposent pas de nourriture en quantité suffisante durant toute l'année. La cause est la vente

systematique des denrées tout juste après les récoltes pour subvenir aux besoins de la famille. Il naît alors une situation de pénurie provoquée qui amène les populations à développer des stratégies de survie alimentaire allant du rachat (plus cher) à la réduction du nombre de repas journaliers. Cette stratégie périlleuse met le stratège en danger de mort avant même de pouvoir mettre sa stratégie en œuvre. Cette situation a des conséquences énormes sur la santé avec l'apparition des MNTA, des maladies carencielles, des tares, des malformations, les altérations mentales et la diminution des capacités d'apprentissage avec ses effets sur l'instruction et sur la scolarisation des enfants qui souffrent déjà des conditions déplorables. Même en l'absence de microbes dans ces milieux, une population malnutrie est exposée à toutes sortes de maladies dont microbes, bactéries et autres virus ne jouent qu'un rôle secondaire.

Elle affecte aussi gravement les efforts des différents acteurs et partenaires au développement tels que les ONG, les associations, l'état, les organisations internationales qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie des populations. La malnutrition et plus globalement le non accès aux ressources alimentaires, au sens de se nourrir et être capable de produire suffisamment, sont de puissants auxiliaires du sous développement et de la pauvreté.

Par ailleurs, il existe une dévalorisation de l'agriculture qui est une véritable activité économique. En effet, les surfaces cultivées, les outils et techniques culturales utilisés et le non accès aux intrants sont des signes indéniables d'une agriculture de subsistance et non économiques. Cela s'aggrave dans les milieux où les cultures comme le café, le cacao et le coton sont en net recul. L'agriculture dans ce cas est en quête de vocation puisqu'elle n'assure pas la sécurité alimentaire des ménages comme pourvoyeuse de denrées alimentaires et ne remplit pas non plus la fonction économique puisque les pratiquants n'y tirent pas de revenus suffisants. C'est ce qui explique, généralement, la faible scolarisation des enfants, l'accès difficile aux soins sanitaires de base qui ne se décide qu'après l'épuisement des recours aux herbes et autres méthodes thérapeutiques traditionnelles, l'accès difficile aux informations

faute de moyens et les difficultés de mobilité. Le pouvoir d'achat des populations est très faible. Ces populations en majorité composées de jeunes sont incapables de satisfaire convenablement leurs besoins, même alimentaires. Cette activité n'a plus aucune valeur à leurs yeux. Lors d'une enquête du PEDC/SRP dans ses communautés partenaires, à la question « quel métier exercez-vous ? », le jeune répond : « je ne suis qu'agriculteur ». La jeunesse paie donc un lourd tribut dans le cycle infernal du non accès aux ressources alimentaires, d'une agriculture minimale de subsistance et de pauvreté.

La condition de la femme, qui n'était d'ailleurs pas enviable, se détériore de plus en plus. La plupart sont présentes au niveau de tous les maillons de la chaîne production/consommation/vente/rachat. La responsabilité de la femme s'accroît de jour en jour alors qu'elle est frappée par la malnutrition même au moment de la conception jusqu'à l'accouchement dans un contexte d'accès difficile aux soins de base indescriptible. Ses capacités sont alternées alors qu'elle a la plus grande partie des charges de l'éducation des enfants.

Lorsque nous sommes malnutris, et a fortiori physiquement, mentalement et intellectuellement faibles, toutes les conditions, nous semble-t-il, de pauvreté sont réunies. Une population est donc d'autant plus pauvre qu'elle est malnutrie et son développement remise en question puisque ses capacités de création de richesses sont entamées.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. SASSON, (A.), 1986. *Nourrir demain les hommes*, Sextants, UNESCO.
2. TEVOEDJRE, (A.), 1978. *La pauvreté richesse des peuples*, édition ouvre, Paris, 1978.
3. BARKER, (D. J. P.), 1998. *Babies and health in later life* Churchill Livingstone, 2nd ed., London.
4. BAUDIER, (F.), Rotily, M., Le Bihan, G., Janvrin, M.P., Michaud, C., 1997. *Baromètre santé nutrition 96*. Ed CFES.

5. PADILLA, M. et DOCO-LESUR, H., 1995. *La sécurité alimentaire à court terme*, ISMEA, Paris.
6. Emile DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, 3^e éd. Quadrige, P.U.F, Paris, 1938.
7. GAUTHIER, (B) : *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, P.U.Q, Canada, 1987
8. AMOUZOU, (K. A.), 2003. *Méthodes de recherches en sciences sociales*, Université de Lomé.
9. BOUDON, (R.), *Les méthodes en sciences sociales*, P.U.F, coll. « Que sais-je ? » N°1334, Paris, 1973. Revues et Rapports
10. Banque Mondiale. 2000 – 2001. « Rapport sur le développement dans le monde. Combattre la pauvreté ». Ed. ESKA. 1-10; 159-188
11. Evaluation de la situation agricole et alimentaire du Togo. Campagne 1993/1994. 6-18p
12. TOLLENS, (E. F.). 1986. ‘‘Les stratégies alimentaires et nutritionnelles en Afrique: Concepts et objectifs ’’, Séminaires sur les stratégies alimentaires et nutritionnelles, Bruxelles, 3-7.
13. FAO/OMS, 1992. « Conférence internationale sur la nutrition : Les grands enjeux des stratégies nutritionnelles ».
14. Groupe d'étude de l'OMS, 1990. « Régime alimentaire, nutrition et prévention des maladies chroniques ». Série de Rapports Techniques 797, Organisation Mondiale de la Santé, Genève.
15. Haut Comité de la santé publique, Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France : enjeux et propositions ; Ed. ENSP, 2000.
16. H. L. VIS, « Dimension du problème nutritionnelle en Afrique subsaharienne. Séminaires sur les stratégies alimentaires et nutritionnelles », Bruxelles, 3-7 novembre 1986
17. IFN, « Charte pour l'élaboration et la diffusion de matériels pédagogiques dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition », Institut Français pour la Nutrition 2000 : 4p
18. NSERM, « Obésité dépistage et prévention chez l'enfant ». Expertise collective ; E d i t i o n INSER
19. « La faune sauvage et la sécurité alimentaire en Afrique ». Cahier FAO, conservation n°33,1998 ,118p
20. Maire B., Delpuech F. Nutrition et alimentation en Afrique au sud du Sahara-les défis du 21^e siècle. Afrique contemporaine 2000 ; 195 :156-171 M. 2000/325P
21. Maire B, Delpuech F. Les risques de la transition alimentaire. La recherche 2001,339 :102-104
22. Marchés nouveaux : Le guide économique des pays en expansion, Togo N°2 janvier 1998,
23. OMS. Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé. 1986.
24. CALKINS, (P.), 1988. « La sécurité alimentaire, Première démarche dans un jeu difficile », Série de conférences 6, Centre Sahel, Université Laval, Québec.
25. Smith LC, Haddad L, “Explaining child malnutrition in developing countries: a cross-country analysis”. IFPRI, Research report 111, 2000:112p.
26. Société Française de Santé Publique, « Santé et nutrition humaine: Eléments pour une action européenne », Collection santé et société 2000.
27. REUTLINGER, (S.), “Food insecurity: Magnitude and Remedies”, Staff Working Paper N° 267, Banque Mondiale, Washington.

Bulletins et presses

28. Delpeuch F, Maire B. « Situation nutritionnelle dans le monde: Changement et enjeu. Cahier Agricultures 1996 » ; 5 :415-422
29. Delpeuch F, Maire B, « Obésité et développement des pays du sud », Médecine tropicale 1997.
30. FAO. « 25^e journée de l'alimentation », 16 Octobre 2005.
31. LE BIHAN, (G.), DELPEUCH, F., MAIRE, B., 2001 Forum Social Mondial, « Alimentation, nutrition, politiques publiques ».
32. SAVADOGO, (K.), LARIVIERE, (S.) et MARTIN, (F.) (1995), « Economies et sociétés, série développement agro-alimentaire », 1995.
33. Labbé C, Recasens O. « Overdose de sel dans l'assiette des français ». *Le Point*, 1483, 16 février 2001.
34. « Marchés nouveaux : le guide économique des pays en expansion, Togo, Cap sur l'an 2000 » N°2, janvier 1998.
35. OMS, Bureau régional de l'Europe. « Les incidences de la situation alimentaire et nutritionnelle sur la santé publique : Les arguments en faveur d'une politique et d'un plan d'action en matière d'alimentation et de nutrition pour la région européenne de l'OMS (2000-2005) », 2000.
36. Underwood BA. "Overcoming micronutrient deficiencies in developing countries; is there a role for agriculture?" *Food and Nutrition Bulletin* 2000.
37. FAO; « La 5e enquête mondiale sur l'alimentation ».
38. Wikipédia. Article : « Pyramide des besoins (Abraham MASLOW), *l'Encyclopédie libre* ».
-